



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Lutte contre les pollutions marines sur le littoral de la zone de défense et de sécurité Sud

Prestations de traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Commun aux lots 1 à 3

Table des matières

PRÉAMBULE.....	3
ARTICLE 1. OBJET – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1. Objet du CCTP.....	4
1.2. Mobilisation des marchés.....	4
1.2.1. Principe de sélection des titulaires.....	4
1.2.2. Réunion initiale.....	4
1.2.3. Délai de préparation.....	4
1.2.4. Constatation de l'exécution des prestations.....	5
1.2.5. Prestations nouvelles.....	5
ARTICLE 2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS TECHNIQUES.....	5
2.1. Description des prestations.....	5
2.2. Prescriptions techniques.....	6
2.2.1. Généralités.....	6
2.2.2. Lots 1 à 3 : Traitement des déchets.....	6
2.2.3. Dispositions environnementales.....	7
2.2.4. Sécurité des intervenants.....	7
2.2.5. Suivi des déchets.....	7
ARTICLE 3. DESCRIPTION DES PRIX DE LA PRESTATION TRAITEMENT DES DÉCHETS ISSUS DE CHANTIERS DE DÉPOLLUTION.....	8
ANNEXE 1 : Terminologie et définitions concernant les déchets.....	10
ANNEXE 2 : Démarche globale de commande de Prestations de chantiers de nettoyage du littoral et de gestion des déchets en cas de pollutions marines.....	12

PRÉAMBULE

Dans la suite du présent document le terme :

- « Marché » désigne un « accord-cadre à bons de commande » ;
- « CCAG » désigne le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux Fournitures Courantes et Services (FCS) ;
- « Prestation » désigne une opération spécifique ;
- « Lot » désigne un ensemble cohérent de prestations ;
- « Pouvoir adjudicateur » désigne :
 - Un préfet de département en l'absence de coordination zonale ;
 - Le préfet de zone de défense en cas de délégation à des fins de coordination ;
 - Tout représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) ayant reçu délégation pour agir de la part de l'une ou l'autre de ces autorités.

Les dispositions spécifiques POLMAR prévues dans les dispositifs ORSEC sont mises en œuvre en cas de pollution maritime accidentelle par hydrocarbures (ou autre produit chimique). Elles permettent la mobilisation et la coordination de moyens de lutte :

- La disposition spécifique POLMAR-Mer relève des préfets maritimes et a trait aux interventions en mer ;
- La disposition spécifique POLMAR-Terre est applicable sur la frange côtière et relève des préfets de département.

À la suite d'une pollution majeure du littoral, les opérations de lutte démarrent très rapidement, une fois les opérations de secours achevées. Les opérations de lutte à terre sont dirigées par le Préfet de département, lequel met en place une structure de commandement pyramidale reposant sur un COD (centre opérationnel départemental) situé en préfecture, un ou plusieurs PCO (poste de commandement opérationnel), généralement situés en sous-préfecture, et, le cas échéant, un ou plusieurs PC de chantiers. Le Préfet de zone est chargé de la gestion de l'interface Terre/Mer et de la coordination des actions en cas de pollution touchant plusieurs départements.

En fonction de l'importance de la pollution, le littoral est découpé en secteurs dirigés chacun par un poste de commandement de chantiers (PC de chantiers) ayant en charge l'organisation et l'encadrement des différents chantiers. Chaque chantier correspondant souvent à un site donné (une plage, un port...) ou une portion de site.

Le Cedre (Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux) est l'expert scientifique en termes de reconnaissance, de recommandations sur la mise en œuvre de techniques et de matériel de dépollution adaptés, de définition des secteurs à nettoyer, de l'organisation et du suivi de chantier, de conseil sur la prise en compte de la sensibilité environnementale du milieu.

Dans ce cadre, et pour des pollutions majeures, il est nécessaire de faire appel à des entreprises privées spécialisées pour prendre le relai, sur le long terme, des actions immédiatement engagées.

L'instruction du Premier Ministre du 19 juillet 2022 relative à la lutte contre la pollution du milieu marin, recommande de procéder à l'anticipation des contrats publics pour le recours aux entreprises privées.

Le présent marché dénommé POLMAR 4 s'intègre dans une démarche globale de commande de prestations de chantiers de nettoyage du littoral et de gestion des déchets en cas de pollutions marines. Cette démarche est présentée en ANNEXE 2 du CCTP.

ARTICLE 1. OBJET – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du CCTP

Le présent CCTP décrit les spécifications techniques minimales attendues pour chaque lot. Le marché est multi-attributaires. Pour chacun des lots, il est retenu au maximum 3 titulaires.

1.2. Mobilisation des marchés

1.2.1. Principe de sélection des titulaires

L'ensemble des lots de l'accord-cadre sont multi-attributaires et s'exécutent par la conclusion de marchés subséquents mono-attributaires à bons de commande.

Pour chacun des lots, il est retenu au maximum 3 titulaires. Les critères d'attribution de l'accord cadre sont présentés dans le Règlement de Consultation au paragraphe 7.3.

L'accord-cadre est exécuté par la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles L.2125-1-1° et R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la commande publique.

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre. Ils seront attribués dans les conditions et modalités fixées à l'article 2 du CCAP intitulé Modalités de passation des marchés subséquents.

1.2.2. Réunion initiale

Au moment de la survenance du besoin, et sur la base de l'appréciation de la situation par les experts, le pouvoir adjudicateur ou son représentant, pourra décider de l'organisation d'une réunion initiale avec le candidat lauréat du marché subséquent.

Les bons de commandes seront alors émis sur la base du plan d'actions (ou programme d'exécution) validé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

1.2.3. Délai de préparation

Le délai de préparation s'entend comme la période qui s'écoule entre la réception du bon de commande par le prestataire (les dates et heures de réception de l'accusé réception par le pouvoir adjudicateur ou son représentant font foi) et la mise en œuvre de la prestation « traitement de déchets » c'est-à-dire l'accueil des déchets sur un site de traitement

Les délais de préparation sont précisés dans chaque bon de commande.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1.2.4. Constatation de l'exécution des prestations

- **Contrôle et Opérations de vérification :**

Le titulaire de chaque lot fournit les pièces justificatives de la qualité des prestations qu'il réalise.

Des vérifications sont réalisées par le maître d'œuvre à chaque livraison et durant la période de garantie.

- **Décision après vérifications :**

À l'issue des opérations de vérification, le maître d'œuvre établit un procès-verbal faisant état de la réception, de l'ajournement, de la réfaction ou du rejet des prestations livrées ou réalisées.

Les conditions de réception et de réfaction sont celles prévues aux articles 20 à 26 du CCAG-Fournitures courantes et services.

Par dérogation à l'article 25.2 du CCAG-Fournitures courantes et services, en cas d'ajournement, le délai consenti au titulaire du lot concerné pour améliorer la qualité des équipements est celui qui lui est fixé par écrit par le représentant du maître d'œuvre.

1.2.5. Prestations nouvelles

Les bons de commande pourront porter sur de nouvelles prestations. Les prix unitaires de ces nouvelles prestations devront rester en cohérence avec les prix de prestations sensiblement équivalentes de l'accord cadre.

À ce titre, il pourra être demandé le sous-détail d'un ou plusieurs prix unitaires.

Les nouvelles prestations pourront notamment porter sur des évolutions technologiques, sur l'évolution de la réglementation

Le prestataire devra justifier le bien-fondé et la pertinence de toute nouvelle prestation.

Les prestations supplémentaires ou modificatives seront réalisées selon les dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

Les prix nouveaux pourront être attribués à un co-traitant le cas échéant.

ARTICLE 2. DESCRIPTION DES PRESTATIONS TECHNIQUES

Les terminologies et définitions sont à consulter en annexe.

2.1. Description des prestations

Les prestations couvrent l'ensemble des prestations relatives aux traitements des déchets produits lors des opérations de lutte en mer et à terre mises en œuvre lors d'une pollution marine.

Elles couvrent le traitement des déchets :

- [Caractérisation des déchets](#)
- Pré-traitements ;

- Valorisation ou élimination des déchets, y compris la gestion des résidus de traitement.
- Gestion des résidus de traitement

Les prestations se font conformément à la réglementation en vigueur.

Ces prestations n'intègrent pas l'aménagement des sites de stockage primaire (inclus dans un autre marché de prestations relatives au nettoyage du littoral).

2.2. Prescriptions techniques

2.2.1. Généralités

Les accès pour les piétons et les véhicules doivent être distincts et signalisés par des panneaux.

Les accès sont interdits au public et la circulation des véhicules sur la zone de stockage des déchets doit être strictement réglementée pour éviter tout accident.

Le prestataire mettra en œuvre les préconisations émises par les services de l'État (préfecture, DREAL, ARS...), le Cedre et la Cellule environnementale. Il se référera utilement aux guides du Cedre.

Parmi les déchets susceptibles d'être produits lors des opérations de lutte, objets du présent marché, on citera :

- **Déchets dangereux :**
 - Hydrocarbures (liquides, émulsifiés, solides) ;
 - Consommables de chantier souillés (ex : absorbants, EPIs, géotextiles, bâches plastiques, etc.) ;
 - Macro-déchets souillés (ex : débris flottants ou déchets contaminés par la pollution des eaux ou les arrivages à terre (bois usinés, plastiques)). ;
 - Sédiments (vase, sable, galets) souillés ;
 - Déchets putrescibles souillés (algues, végétaux, cadavres d'animaux) ;
 - Colis abîmés dangereux contaminés (ex : fûts et conteneurs contaminés par le polluant ou contenant des polluants).
- **Déchets non dangereux :**
 - Emballages et ordures ménagères non contaminées ;
 - Matériels usagés ;
 - Macro-déchets non souillés ;
 - Déchets putrescibles non souillés (cadavres d'animaux, algues, végétaux).

Ces listes sont susceptibles d'évoluer lors de l'exécution du marché.

2.2.2. Lots 1 à 3 : Traitement des déchets

Ces opérations seront réalisées en respect des principes de proximité et de hiérarchie des modes de traitement des déchets visés au L.541-1 code de l'environnement. Le prestataire devra s'assurer de la caractérisation des déchets pour identifier leur caractère, dangereux ou non, et les sites de traitement autorisés à recevoir chaque type de déchets, en élimination ou valorisation.

Si nécessaire, le titulaire demandera les autorisations nécessaires à l'exécution la mieux adaptée des prestations.

2.2.3. Dispositions environnementales

Le prestataire s'engage à respecter les prescriptions environnementales particulières. D'une façon générale, il se référera aux prescriptions de la Cellule environnementale locale. Cette cellule sera constituée d'experts (PNE, CEDRE, DEB, DDTM, DREAL,...).

2.2.4. Sécurité des intervenants

L'entreprise devra veiller à la santé et à la sécurité des personnels intervenant. Elle devra respecter les lois et règlements en vigueur et les recommandations particulières émises par les autorités sanitaires, et le coordonnateur sécurité le cas échéant.

2.2.5. Suivi des déchets

2.2.5.1. Déchets dangereux

En vertu de la Directive-Cadre européenne 2008/68/CE relative aux transports intérieurs de marchandises dangereuses, l'application de l'ADR (routier), du RID (ferroviaire) et de l'ADN (fluvial) est obligatoire à l'intérieur des États membres. De plus, en France, cette réglementation est complétée par l'arrêté TMD (transport de marchandises dangereuses) du 10 décembre 2020 (modification de l'arrêté du 29 mai 2009) qui s'applique aux déchets dangereux mais également non dangereux.

Les articles R. 541-45 à R. 541-79 du Code de l'environnement imposent notamment :

- d'assurer la traçabilité des déchets dangereux par l'émission d'un bordereau de suivi des déchets (BSD) dont la traçabilité est renforcée par l'obligation d'utiliser la plateforme gouvernementale numérique Trackdéchets pour l'émission de BSD (décret 2021-321 du 25/03/2021) ;
- de déclarer en Préfecture les activités de transport par route, de négoce et de courtage de déchets, dès lors qu'elles collectent une quantité supérieure à 100 kg de déchets dangereux ou 500 kg de déchets non dangereux (récépissé de déclaration délivré par le Préfet et valable 5 ans).

Conformément à ces réglementations, tout transport de marchandises dangereuses doit être accompagné d'un document de transport, établi sur la base des renseignements et informations fournis par l'expéditeur. Le BSD tient le rôle de document de transport (QR Trackdéchets) pour les déchets dangereux.

Chaque intervenant (producteur, collecteur, site de traitement) complète et signe une partie au fur-et-à-mesure de l'avancement de la prestation. Une fois entièrement complété (déchet traité), il revient au producteur du déchet et doit être conservé au minimum 5 ans (voir plus en cas de risque de contentieux).

Les éléments demandés dans ce document de transport comprennent notamment :

- les informations sur l'émetteur du document : identification du chantier, du producteur du déchet, nom du superviseur du site d'entreposage en charge de la gestion de l'opération, destination et type de traitement envisagés ;

- les caractéristiques des déchets : code/rubrique issue de la nomenclature des déchets si disponible (réglementation en vigueur), volume et type de déchets ;
- les informations sur le transporteur : nom de la société et du chauffeur, type de véhicule, n° d'agrément si légalement requis ;
- les informations sur l'établissement de destination : nom, contact et attestation de réception (type et volume de déchets).

Pour les terres et sédiments dangereux, ils sont également soumis à la déclaration sur Trackdéchets.

2.2.5.2. Déchets non dangereux

La traçabilité des déchets non dangereux doit être réalisée conformément à l'arrêté du 31 mai 2021.

Pour les terres et sédiments non dangereux, dès lors qu'il y a plus de 500 m³ prélevé sur le lieu de l'accident, la traçabilité doit se faire sur la base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments ».

2.2.5.3. Déchets transportés/collectés

Le collecteur / transporteur des déchets également soumis à l'obligation de traçabilité des déchets conformément à l'arrêté du 31 mai 2021.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DES PRIX DE LA PRESTATION TRAITEMENT DES DÉCHETS ISSUS DE CHANTIERS DE DÉPOLLUTION

Les prix relatifs aux prestations de traitement des déchets intègrent :

- La caractérisation des déchets ;
- Les pré-traitements nécessaires ;
- La valorisation ou l'élimination des déchets ;
- Le suivi des déchets durant la phase de traitement par Trackdéchets.

Ces opérations seront réalisées en respect des principes de proximité et de hiérarchie de traitement des déchets visés au Code de l'environnement.

Le prestataire fera son affaire de la caractérisation des déchets pour identifier leur caractère, dangereux ou non, et les sites de traitement autorisés à recevoir chaque type de déchets, en élimination ou valorisation.

Si nécessaire, le titulaire demandera les dérogations ou autorisations nécessaires à l'exécution la mieux adaptée à ces prestations.

N° de prix	Désignation
1	Traitement de déchets non contaminés Ce prix comprend :

	<ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets, et le suivi des déchets par Trackdéchets, - les pré-traitements , le traitement et l'élimination (ISDND) ou la valorisation : <ul style="list-style-type: none"> – En centre de traitement pour déchets non dangereux (UIOM...) – En centre de stockage pour déchets non dangereux
2	<p>Traitement de déchets liquides contaminés par des hydrocarbures</p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets, et le suivi des déchets par Trackdéchets, - les pré-traitements (cassage d'émulsion, décantation...), le traitement et l'élimination ou la valorisation des résidus de traitement. <ul style="list-style-type: none"> – Par distillation – Par évapo-incinération – En centre de traitement pour déchets dangereux
3	<p>Traitement de déchets solides ou pâteux contaminés par des hydrocarbures</p> <p>Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets, et le suivi des déchets par Trackdéchets, - les pré-traitements (tri supplémentaire...), le traitement et l'élimination ou la valorisation des résidus de traitement <ul style="list-style-type: none"> – Par lavage / extraction – Par bio-traitement – Par stabilisation – En centre de traitement pour déchets dangereux – En centre de stockage ultimes pour déchets dangereux

ANNEXE 1 : Terminologie et définitions concernant les déchets

Les méthodes et moyens sont présentés ci-dessous de manière synthétique, pour plus de détails se reporter au guide opérationnel du Cedre «Guide déchets», disponible sur :

<https://wwz.cedre.fr/Ressources/Publications/Guides-operationnels>

La sécurité des personnels impliqués dans les opérations devra être assurée par la fourniture d'EPI adaptés aux techniques et à la nature du polluant.

Les termes utilisés dans le présent appel d'offres sont définis de la manière suivante :

Déchet dangereux : tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe III de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; on distinguera :

- **les déchets dangereux liquides** contenant des hydrocarbures récupérés lors des opérations de pompage et écrémage en mer ou sur le littoral, de nettoyage du littoral, ou de décontamination (opérateurs, équipements, véhicules) ; ces déchets peuvent également contenir des matières en suspension, du sable... ;
- **les déchets dangereux pâteux ou solides**, parmi lesquels les sédiments et absorbants fortement contaminés, macro-déchets (bois, plastique...) souillés par des hydrocarbures, ainsi que tout équipement et matériels usagés (absorbants, filets, sacs et bâches plastiques, cordages, EPI, sections de barrages...) utilisés dans le cadre de la lutte antipollution ;
- **les déchets dangereux putrescibles**, débris naturels souillés (amas d'algues d'échouage), cadavres d'animaux pollués (mammifères, oiseaux, organismes marins tels bivalves, crustacés, etc.) ;

Déchets non dangereux : tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux, parmi lesquels les macro-déchets non contaminés, les matériels usagés non contaminés.

Macro-déchet : Matériau solide de toute nature, aux formes variées qui est soit délibérément jeté dans l'environnement, soit accidentellement perdu sur le littoral ou en mer. Il peut également s'agir d'un déchet provenant des terres, qui serait transporté dans le milieu marin par les fleuves et les systèmes d'évacuation et d'assainissement, ou transporté par le vent.

Site de stockage primaire (stockage temporaire) : site d'entreposage temporaire de déchets; ces aires de transit de déchets sont constituées de sites dits de « haut de plage » et des sites portuaires dits à « quai », lesquels se définissent comme des plates-formes de proximité pour le dépôt immédiat et le transfert régulier des déchets provenant directement des chantiers de dépollution (l'aménagement des sites de stockage primaire n'est pas inclus dans la prestation de gestion des déchets) ;

Site de stockage intermédiaire (stockage temporaire) : site d'entreposage temporaire, dit entreposage tampon, proche du littoral et regroupant les déchets provenant de différents chantiers de dépollution (chantier de ramassage) et stockés jusqu'alors dans des sites de stockage primaire, voire de déchets provenant d'autres sites d'entreposage intermédiaire ;

Site de stockage lourd (stockage temporaire): site d'entreposage temporaire massifiant les lots de déchets des sites précédents, dans l'attente de leur traitement définitif. Cet entreposage s'inscrit dans une perspective de moyen terme (durée de plusieurs mois, éventuellement supérieure à un an), mais ne peut en aucun cas dépasser une durée de trois ans. Dans les situations où le traitement définitif des déchets ne pourrait pas intervenir dans un délai inférieur à 3 ans, il conviendra de classer l'installation sous la rubrique 2760.

Trackdéchets : plateforme réglementaire, développée par le Ministère de la Transition Écologique. Cette plateforme vise à dématérialiser :

- la traçabilité des déchets dangereux pour simplifier la gestion et sécuriser les filières. Ainsi, Trackdéchets permet progressivement de rendre l'écosystème des déchets plus vertueux ;
- les déclarations au registre national. **Consultez la rubrique dédiée pour plus d'informations.**

Liste de codification des déchets (Annexe II de l'article R. 541-8 du CE)

Il existe une liste de codification des déchets prévue à l'Annexe III de la Directive-Cadre Européenne 2008/98/CE, complétée par dans le droit français par l'Annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement. Cette codification permet de définir les déchets de manière complète à l'aide d'un code à six chiffres.

La méthode d'attribution de son code à un déchet est disponible à l'adresse suivante : <https://aida.ineris.fr/reglementation/liste-codification-dechets-annexe-ii-larticle-r-541-8>.

Le tableau suivant illustre quelques exemples de dénomination de déchets susceptibles d'être générés par une pollution par hydrocarbures.

Tableau 1. Extraits de l'Annexe III de la Directive-Cadre européenne 2008/98/CE sur les déchets

Code	Provenance des déchets
05 01	Raffinage du pétrole
05 01 05	Hydrocarbures accidentellement répandus
(...)	
13 04	Hydrocarbures de fond de cale
13 04 01	Hydrocarbures de fond de cale provenant de la navigation fluviale
13 04 02	Hydrocarbures de fond de cale provenant de canalisations de mûles
13 04 03	Hydrocarbures de fond de cale provenant d'un autre type de navigation
(...)	
16 07	Nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13)
16 07 08	Déchets contenant des hydrocarbures
16 07 09	Déchets contenant d'autres substances dangereuses
(...)	
16 10	Déchets liquides aqueux destinés à un traitement hors site
16 10 01	Déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses
16 10 02	Déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01

ANNEXE 2 : Démarche globale de commande de Prestations de chantiers de nettoyage du littoral et de gestion des déchets en cas de pollutions marines

La démarche globale est composée de plusieurs marchés subséquents publiés sur PLACE par la DREAL Paca à l'échelle de la Zone Sud :

- Prestation de chantiers de nettoyage du littoral (plages) – pour chaque région : Occitanie, PACA et Corse ;
- Prestation de nettoyage de falaises et structures à paroi verticale d'une hauteur supérieure à 2 mètres – pour chaque région : Occitanie, PACA et Corse ;
- Fourniture et mise en œuvre de bennes et bacs de fracturation, du chargement et du transport de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbure – pour chaque région : Occitanie, PACA et Corse ;
- Aménagement, exploitation et réhabilitation de zones d'entreposage de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures – pour chaque région : Occitanie, PACA et Corse ;
- Prestation de coordination, contrôle et suivi de chantiers – pour chaque région : Occitanie, PACA et Corse.

Le présent marché interviendra dans le temps dès que les prestations de nettoyage du littoral et des falaises commencent et que les zones d'entreposage de déchets sont mises en œuvre.

Le détail des prestations commandées dans les autres marchés est le suivant.

Prestations de nettoyage du littoral et de nettoyage de falaises et structures à paroi verticale d'une hauteur supérieure à 2 mètres :

Celles-ci couvrent :

- La préparation, la mise en œuvre, le fonctionnement et l'entretien des installations de chantier ;
- La préparation et la mise en œuvre des opérations de nettoyage grossier et de nettoyage fin, selon les faciès rencontrés ;
- Le repli de toutes les installations de chantier et la remise en état du site si nécessaire.

Ces prestations n'intègrent pas la mise à disposition et l'enlèvement de bennes, ni la reprise, le transport et le traitement des déchets (qui font l'objet du marché relatif à la prise en charge et traitement des déchets).

Fourniture et mise en œuvre de bennes et bacs de fracturation, du chargement et du transport de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbure :

Ces prestations couvrent :

- La mise à disposition de bennes, leur reprise et leur transport :
 - Mise à disposition de bennes au niveau des zones de stockage primaire de déchets sur le littoral ou dans les zones portuaires) ou des centres de soins à la faune, pour la collecte de déchets dangereux et non dangereux conditionnés en vrac ou en sacs ;
 - Leur reprise, une fois les bennes remplies ;

- Leur transport : entre deux sites de stockage (primaire → intermédiaire ; intermédiaire → lourd) ou entre un site de stockage et une unité de traitement.
- La mise à disposition d'engins lourds pour la reprise, le transfert et le transport de déchets dangereux ou non dangereux pâteux ou solides conditionnés en vrac ou en sacs (big-bags, sacs poubelles...) ;
- La mise à disposition de camions pour la reprise et le transport de déchets dangereux liquides :
 - Reprise des déchets liquides récupérés en mer soit directement depuis les navires de la Marine nationale (branchement directe sur les navires) soit depuis des bacs de stockage temporaire (qui ne font pas l'objet du présent marché) ;
 - Reprise des déchets liquides au niveau des zones de stockage primaire des chantiers de nettoyage du littoral ;
 - Leur transport : entre deux sites de stockage (primaire → intermédiaire ; intermédiaire → lourd) ou entre un site de stockage et une unité de traitement.

Aménagement, exploitation et réhabilitation de zones d'entreposage de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures :

Ces prestations couvrent l'aménagement, l'exploitation et la réhabilitation de sites de stockage intermédiaire voire lourd de déchets :

- Installation du chantier ;
- Gardiennage (sécurisation et surveillance) ;
- Contrôle de la qualité des déchets lors du déchargement ;
- Contrôle de la qualité des eaux avant rejet ;
- Traçabilité des déchets pris en charge sur la plateforme et pris en charge par le transporteur (chaque acteur tient à jour son registre conformément à l'arrêté du 31 mai 2021) ;
- Gestion des zones de stockage ;
- Réhabilitation des zones d'entreposage.

Prestation de coordination, contrôle et suivi de chantiers :

Ces prestations couvrent :

- L'organisation des chantiers de lutte à terre ;
- Le contrôle des travaux.